

# Le pouvoir aux travailleurs

06 FEV 2000

N° 71

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ! .....	2 - 3
- GBAGBO SUR LES TRACES DE BEDIE, TRAVAILLEURS, MEFIONS-NOUS ! .....	4
- NOUVELLE CONSTITUTION PRESENTEE PAR LE FPI : TOUS LES BOURGEOIS SONT D'ACCORD .....	5
- PDCI, FPI, RDR : UN PANIER A CRABES .....	6
- GUEI LUTTE-T-IL CONTRE LA CORRUPTION ? .....	6
- UN TRUAND, UNE VALISE DE DOLLARS ET UN PISTOLET	6 - 7
- DICTATURE, MISERE ET FOOTBALL .....	7 - 8
- ELECTION PRESIDENTIELLE AU SENEGAL : UNE FAUSSE RIVALITE ENTRE GENS D'UN MEME MONDE ..	9 - 10
- ETHIOPIE : LA POPULATION VICTIME DE LA DICTATURE ET DE LA GUERRE .....	10 - 11

**VIVE LA LOTTE DES TRAVAILLEURS !**

Une vague de grèves sans précédent a balayé la capitale. Elle est partie de la Zone Industrielle de Yopougon, où de nombreuses boîtes telles que Gandour et Sivop, avaient été paralysées. Elle a ensuite touché, tour à tour, Blohorn, Solibra, Sotra, Filtisac, Filivoire, etc.

Les travailleurs ont sauté par-dessus les épaules des politiciens qui, à commencer par Guéi, avait mis en garde les travailleurs contre toutes revendications. L'allégeance des 3 centrales syndicales, l'UGTCI, Dignité et FESACI au nouveau pouvoir, présageait déjà leur position face aux travailleurs en lutte. Quant à Gbagbo, il se voit déjà président de la république. Comme pour prévenir toute éventuelle montée des luttes de la classe ouvrière, il avait convoqué les "représentants des travailleurs" (à la suite de Guéi) non pas pour leur dire assez de sacrifices ! Il faut que ça change ! Il est temps de faire payer la classe exploiteuse ! Non, rien de tout ça. Surtout pas ça. Au contraire, en bon représentant des intérêts généraux de la classe riche, il ne pouvait rien faire de mieux que chanter la même chanson que Guéi. Il a dit que dans les circonstances de "crise" et de "transition" actuelle, les travailleurs ne doivent pas revendiquer. Quant aux chômeurs, il leur a conseillé de "créer des entreprises". Oui, Gbagbo et ses semblables se moquent bien des travailleurs, dont beaucoup se font encore des illusions sur leurs intentions.

Alors, malgré les bons "conseils" de tous ces messieurs, secondés qu'ils étaient par les syndicats UGTCI, Dignité et FESACI, les travailleurs ont fait à leur tête. Ils se sont lancés dans la lutte. Là où les syndicats l'ont pu, ils ont pesé de tout leur poids pour faire reprendre le travail et empêcher que la grève soit effective.

Ce fut le cas à Blohorn où Dignité est majoritaire. Ce syndicat a détourné la grève vers une voie de garage qu'est "la grève à la japonaise" : on fait la "grève" tout en travaillant ! Quant à l'UGTCI, majoritaire à la Solibra, elle a tout fait pour que le travail reprenne au plus vite. Il en a été de même à la Sotra où les syndicats ont été surpris par le déclenchement de la grève, en pleine journée. Là encore, les 3 syndicats ont pesé de leur poids pour mettre fin à la grève le même jour.

Lors de cette vague de grèves, le plus souvent, les travailleurs se sont organisés en "comité de changement visible et invisible", comme les travailleurs de Filtisac l'ont appelé, prenant à charge toute l'organisation et la direction de leur lutte. On a même vu des cas dans la Zone Industrielle de Yopougon où les travailleurs ont bloqué les entrées des usines munis de machettes.

Oui, le seul langage que les exploiters comprennent c'est le langage de la force. Et si ces patrons ont été contraints d'embaucher les journaliers, s'ils ont été obligés de payer les heures supplémentaires, la prime de transport et augmenter les salaires, c'est parce qu'il y a eu une certaine mobilisation des travailleurs.

Il est important de relever que ce ne sont pas les interventions des soldats qui font reculer les patrons, même si on les a vu quelquefois, dans certaines usines, peser dans le sens des travailleurs. Ce qui est déterminant dans l'aboutissement des luttes, c'est la capacité des travailleurs de faire reculer les patrons.

On les a vu ces militaires intervenir à Filtisac. La première chose qu'ils ont demandé aux travailleurs c'était de reprendre le travail et de les laisser "négocier" à leur place. Le patron n'attendait que ça. L'intervention des militaires a été en fait salutaires pour celui-ci. Les syndicats, l'inspection du travail et les délégués du personnel étant tous déconsidérés par les travailleurs, il lui fallait trouver des interlocuteurs. Du point de vue des dirigeants de l'entreprise les militaires étaient bien plus présentables que les vrais représentants des travailleurs en lutte, qui risquaient de tenir un langage plus combatif. Ils ne se sont pas trompés, puisque les militaires se sont trouvés à la hauteur de leurs espoirs : non seulement ils ont réussi à faire reprendre le travail, mais, en plus, avec juste un minimum de concessions, par rapport aux revendications avancées par les travailleurs. Alors que les travailleurs étaient en mesure d'arracher bien plus que ce que le patron a concédé.

Alors, si par exemple le patron de Filtisac a reculé, c'est bien grâce à la mobilisation des travailleurs qui, dispersés par deux reprises par la police, sont revenus toujours plus déterminés se masser devant leur usine. Il en va pareillement pour les entreprises situées dans la Zone Industrielle de Yopougon, où les travailleurs se sont montrés particulièrement menaçants envers leurs exploiters.

Cette vague de grèves, espérons-le, ne fait que commencer. Parce que l'injustice à l'égard du monde du travail est inacceptable. La baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière depuis une vingtaine d'année est très importante. La souffrance, trop grande. Alors, les contrats d'embauche arrachés aux exploiters ; les quelques petites augmentations de salaire, ou les quelques primes en plus, voire le respect dans le calcul des heures supplémentaires, etc, eh bien, tout ça c'est nécessaire, face aux besoins de la classe ouvrière mais ne peut pas suffire pour combler le manque à gagner. Il nous faut bien plus que ça. Mais pour cela, il faudrait que les travailleurs regroupent leur force. La grève a été jusque-là éclatée. Chaque entreprise a fait la grève de son côté, dans son petit coin ; la force collective des travailleurs s'est vue ainsi dispersée. Il nous faut unir nos forces. Il nous faut préparer une lutte d'ensemble regroupant toutes les usines, tous les chantiers afin de nous battre pour nos revendications communes.

**GBAGBO SUR LES TRACES DE BÉDIÉ  
TRAVAILLEURS, MÉFIONS-NOUS !**

Ceux qui voyaient une différence entre Bédié et Gbagbo, concernant leur xénophobie contre les étrangers se sont lourdement trompés. Tant que Bédié avait comme adversaire politique Ouattara, cela ne se voyait pas trop. Gbagbo s'est contenté de laisser Bédié faire le sale boulot.

En effet, Bédié avait axé sa propagande contre Ouattara sur le fait qu'il n'aurait pas la nationalité ivoirienne. Derrière cette campagne se dressait toute une haine contre les étrangers et contre les gens du Nord. Cette politique, si elle continuait, risquait d'entraîner le pays dans la barbarie. Ce qui s'était passé à Tabou n'était pas un hasard. Loin de là.

Avec la mise à l'écart de Bédié, certains pouvaient être tentés de se dire qu'au moins une catastrophe avait peut-être été évitée pour ce pays. Mais malheureusement, ce n'était pas le cas. Une pourriture en cachait une autre. Gbagbo a pris la relève de Bédié, contre son "allié" d'hier Ouattara.

Il n'a pas fallu attendre longtemps, en effet, pour voir Gbagbo chausser du Bédié dans ce registre xénophobe. Il n'est pas un seul discours de Gbagbo où il n'est pas question "d'étranger",

de "*nationalité ivoirienne*" ou de menaces à peine voilées dans le cas où Alassane Ouattara remporterait la victoire contre lui. Pour Gbagbo, si Ouattara gagne les élections demain, ça ne peut-être autrement que grâce à des "*cartes d'identités volées*" par des étrangers pour voter en masse en sa faveur.

Les discours de Bédié et de Gbagbo sont frappants dans leur ressemblance, que ce soit dans leur ton ou dans leur contenu. Il en va pareillement pour les journaux qui leur emboîtent le pas. "*Notre Voie*", le journal du FPI, est devenu exactement la copie conforme du "*Le national*" ou de "*Fraternité-Matin*" sous l'ère Bédié. Il suffirait de changer la couleur de la première page, le Format et remplacer le nom de l'un par l'autre, pour que personne n'y voie la différence. Ce journal est devenu le relais des propos xénophobes, anti-Ouattara et anti-étrangers de Gbagbo.

Le plus grave, c'est que les propos de Gbagbo trouve un certain écho favorable auprès d'une partie de la population. Cette partie, sensible aux discours anti-étrangers et anti-Nord de ce dirigeant, croit qu'il défend les intérêts de celle-ci. Mais c'est absolument le contraire. C'est une politique criminelle dont il faut se méfier comme de la peste.

\*

\*

\*

**NOUVELLE CONSTITUTION PRESENTÉE PAR LE FPI :  
TOUS LES BOURGEOIS SONT D'ACCORD**

Il n'a pas fallu longtemps pour que le PDCI réagisse favorablement à la nouvelle constitution présentée par le FPI. En effet, il faut avoir une belle paire de lunettes pour voir la différence entre les deux textes. Au point que le PDCI ne voit pas une virgule à remplacer. Les uns comme les autres veulent servir les intérêts des exploités, et au passage se servir eux-mêmes. Alors, fondamentalement, ils ne peuvent être que d'accord.

Voyons quelques aspects du texte proposé.

"L'Etat veille à l'amélioration constante des conditions de travail et à la protection du travailleur". Beaucoup de mots qui feront sourire les bourgeois qui ne peuvent qu'être d'accord tant que ça ne leur coûte rien.

"Le droit de grève est garanti. Il s'exerce conformément à la loi", dit encore le texte. Tous les travailleurs qui se font mettre à la porte après une grève apprécieront le "conformément à la loi". Parce que les bourgeois eux ils achètent la loi. Tout le reste ne sont des mots creux.

"L'Etat garantit l'égal accès de tous à l'instruction, à la formation professionnelle".

Quand on voit qu'il faut ou bien être pistonné, ou bien déboursier 500 à 600 mille francs par an -et encore- pour avoir une instruction au rabais où il manque même le minimum, ce genre de texte, ils peuvent en écrire autant que ça leur chante, mais ça ne changera à rien à la réalité.

"Le droit à la santé est reconnu à tous. L'Etat assure à tous l'égal accès aux soins et structures publics de santé". Tous ceux qui se sont rendus une seule fois dans ces "structures publiques" savent de quoi il est question. Sans parler qu'il faut payer. Et là le FPI ne dit mot. Pourtant, la gratuité des soins serait vraiment un minimum. Mais même ça, c'est probablement faire trop de faveur aux travailleurs et leurs familles, pour le FPI, le parti des bourgeois. Quant à Gbagbo et tous ceux qui ont pondu cette "nouvelle constitution", eux, ils vont se faire soigner, comme tous les riches, à la Pisam, quand ce n'est pas en France.

Quel bourgeois serait contre cette prétendue nouvelle constitution? Mais de toute façon, ce qui est important pour les travailleurs ce n'est pas à chercher dans cette constitution, mais c'est ce qu'ils pourront imposer par leurs luttes.

\*

\*

\*

---

**L E U R   S O C I E T E**

---

**PDCI, FPI, RDR : UN PANIER A CRABES**

A l'occasion des présentations des voeux au chef de l'Etat, le trio Ouattara, Gbagbo et Fologo s'est retrouvé la main dans la main. La télévision a même montré Gbagbo en train d'embrasser chaleureusement Fologo.

"Les partis politiques ne sont pas des ennemis", explique Gbagbo. Lui et ses compères pratiquent un "sport", ajoute-t-il. Un sport qui consiste à faire la course à la mangeoire.

**GUEI LUTTE-T-IL CONTRE LA CORRUPTION ?**

A qui veut l'entendre, Guéi dit qu'il n'y aura plus de détournement des deniers publics et de corruption dans ce pays. Et pourtant il n'y a qu'à voir les policiers et les militaires racketter de plus belle la

population et les conducteurs de véhicules. Il faut aussi voir les militaires faire le tour des entreprises pour réclamer du "gasoil" pour leurs véhicules. Ou Guéi est aveugle, ou c'est un sacré menteur.

**UN TRUAND, UNE VALISE DE DOLLARS ET UN PISTOLET**

Il ne s'agit pas d'un nouveau film de western, mais de l'ancien ministre ivoirien des Finances Niamien N'Goran qui, à la faveur de la confusion générale créée par le récent coup d'Etat, a réussi à s'emparer d'une valise pleine de dollars et à se volatiliser dans la nature.

Plusieurs semaines après sa fuite, personne ne sait où ce ministre a disparu. Ce qui

intéressait le milieu dirigeant était moins la personne de ce monsieur que ce qu'il trimbalait dans sa valise diplomatique.

Mais récemment un journal a signalé sa présence en France. Son itinéraire était digne d'un escroc qu'il est. Armé d'un pistolet pour le cas où il aurait fait une mauvaise rencontre avec un mafieux de son milieu, il a réussi à franchir la frontière ghanéenne,

---

L E U R S O C I E T E

---

et d'Accra, il a pris un avion pour atterrir à Amsterdam. Là, avant de le laisser partir en France, la police l'aurait désarmé. Mais peut-être que lui-même, se sentant désormais en sécurité, il a jugé inutile de garder son arme.

Ainsi par une voie différente et tortueuse, l'ancien ministre des Finances de Bédié a trouvé à son tour un refuge en France où se trouvent déjà son ancien patron et certains de ses anciens collègues.

Mais il est douteux que l'ancien ministre des Finances souhaite rencontrer tout ce beau monde. Car selon le même journal, *"le problème pour N'Goran ne vient pas seulement du nouveau pouvoir, mais du clan Bédié qui le cherche les "yeux rouges". Ce départ coupable, sans prévenir, avec des valeurs subtilisées en catimini, lui est reproché par des hommes de l'ex-président (...) qui lui promettent un châtiment futur"*. Donc peut-être en perspective, un règlement de comptes digne de la pègre.

**DICTIONNAIRE, MISERE ET FOOTBALL**

Un match de football opposant l'équipe du Cameroun à celle de la Côte d'Ivoire a été perdu par celle-ci. Il ne s'agit là que d'une banale défaite d'une équipe.

Eh bien, il n'en a pas fallu plus que ça pour que le nouveau dictateur, le général Guei en personne se mette dans tous ses états. Il dépêcha dare-dare un avion militaire et une équipe, cette fois de galonnés, pour ramener manu militari ceux qui à ses yeux ont gravement fauté, puisqu'ils ont eu le mauvais goût de perdre un match de football. Les joueurs ont été conduits droit vers une caserne militaire où ils ont été *"consignés"* pendant trois jours, sous haute surveillance militaire afin, paraît-il, de leur inculquer le *"bon sens civique"*.

L'humiliation que devaient

subir ces malheureux joueurs ne s'arrêta pas là. Ils ont été ensuite conduits dans la cour du palais présidentiel où Guéi en personne leur fit chanter l'hymne national et les fit marcher au pas après avoir exigé d'eux qu'ils se mettent tous au garde à vous devant lui. Il leur asséna ensuite une leçon de patriotisme et les accusa d'avoir donné une *"image négative"* du pays en ne menant pas à bien la soi-disant *"mission"* dont ils auraient dû se sentir investis. Qu'ils s'estiment heureux de s'en sortir à si bon compte, aurait-il ajouté en substance, car s'ils se mettent à récidiver, ce n'est pas 3 jours de trou qu'ils auraient à faire, mais 18 mois de service militaire. Ce n'est qu'ensuite seulement que les joueurs furent autorisés à rentrer chez eux.

---

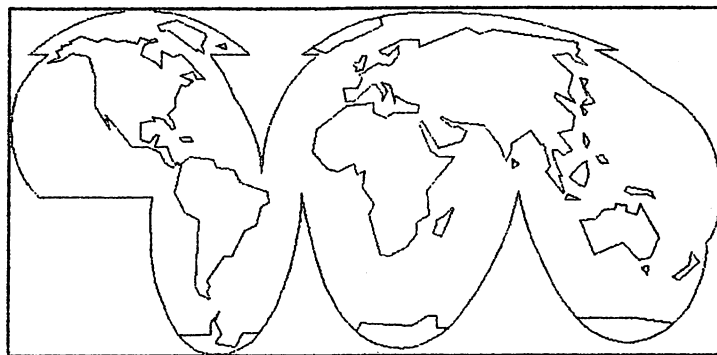
**L E U R   S O C I E T E**

---

Pour ne pas froisser davantage les susceptibilités du général dictateur, les joueurs n'ont pas demandé leurs restes comme par exemple une partie de la somme que chacun d'eux devrait toucher.

Les joueurs de football de l'équipe nationale ne sont pas les plus mal lotis, si on compare ce qu'ils subissent par rapport à

tout ce que les travailleurs ont à endurer de misère et d'humiliation durant toute leur vie. Mais rien que ce fait est révélateur des méthodes des militaires et de leurs complices civils qui ont fait le choix de les appuyer et de gouverner avec eux. Tous ces gens voudraient bien mettre au pas, de la même façon, l'ensemble des exploités au profit des riches et des exploités.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS****UNISSONS-NOUS !**



**ELECTION PRESIDENTIELLE AU SENEGAL :  
UNE FAUSSE RIVALITE  
ENTRE GENS D'UN MEME MONDE**

L'élection présidentielle est prévue pour le 27 février prochain. Abdou Diouf, au pouvoir depuis 1981, est le candidat du PS pour un quatrième mandat. Les principaux concurrents qu'il aura en face de lui sont : Abdoulaye Wade, dirigeant du PDS, soutenu par les trois partis du "pôle de gauche" (And Jéf, Ligue Démocratique et Parti de l'Indépendance et du Travail), Djibo Kâ de l'Union pour le Renouveau Démocratique et Moustapha Niasse de l'Alliance des Forces du Progrès. Notons que tous ces candidats prétendent "opposés" à Diouf ont tous mangé dans sa main. Wade a été par deux fois son ministre d'Etat, Djibo Kâ a aussi été plusieurs fois ministre et fut même un des "barons" du PS. Il n'est devenu "opposant" qu'à partir de 1998, lorsqu'il s'est aperçu que la place de dauphin d'Abdou Diouf qu'il convoitait depuis longtemps a été occupée par un autre que lui. Idem pour Moustapha Niasse qui n'est sorti du PS qu'en 1999.

C'est dire que les travailleurs et les petites gens en général n'ont rien, mais vraiment rien à attendre des résultats de ces prochaines élections. Quel que soit l'élu, il continuera la même politique qui consiste à servir avant tout les intérêts de la bourgeoisie internationale mais aussi des exploités locaux. Pour les travailleurs, les petits paysans et pour l'ensemble des déshérités, ce sera toujours l'austérité, le blocage des salaires, l'oppression et la dictature de ceux qui possèdent les capitaux.

Afin de récolter le maximum de voix, les principaux candidats font la tournée des marabouts. Chacun cherche le soutien des plus hauts dignitaires des confréries religieuses et souhaite que ces derniers prononcent le "ndiguel" (consigne "sacrée" de vote) en sa faveur.

Chacun sait que de tout temps, les plus hautes autorités religieuses sont proches du pouvoir et bénéficient de maints avantages et financements de l'Etat. Ce sont les liens tissés depuis l'époque de Senghor qui avaient jusqu'ici profité à Diouf. Mais ses concurrents voudraient aussi en bénéficier. C'est pour cela que Wade a été fier d'annoncer que sa première "visite officielle" a été destinée à la ville de Touba, la capitale du mouridisme. Il déclare volontiers que contrairement à Diouf, lui Wade est un mouride. Il a promis aux dignitaires de Touba que s'il est élu il financera des infrastructures pour cette ville, etc.

Sur ce terrain, Djibo Kâ et Moustapha Niasse ne sont pas en reste. Chacun dans sa région natale fait les yeux doux aux dignitaires religieux locaux.

Dans ces élections aucun candidat ne défend les intérêts des exploités. Aucun n'explique pourquoi il y a d'un côté une petite minorité de privilégiés qui vit dans l'opulence tandis que de l'autre, la grande majorité ne connaît que la misère et l'exploitation. Aucun d'entre eux ne dénonce l'exploitation

capitaliste qui est à l'origine de cette misère et n'explique que, pour y mettre fin, il faudrait au Sénégal comme ailleurs, lutter

contre ce système capitaliste. La seule chose que ces candidats bourgeois méritent, c'est le mépris des travailleurs.

## ETHIOPIE : LA POPULATION VICTIME DE LA DICTATURE ET DE LA GUERRE

Au début du mois de janvier le gouvernement éthiopien a réservé un cadeau empoisonné à la population pour le début du nouveau millénaire. Il a décidé d'augmenter les taxes sur tous les produits d'importation. En particulier l'essence a augmenté de 17,4%. Comme depuis des années le gouvernement de Meles Zenawi a prôné la privatisation à outrance des entreprises d'Etat et la libéralisation des prix, autant dire que tout a augmenté du jour au lendemain. Ainsi la hausse d'environ 13% du prix de transport a entraîné celle des prix des denrées alimentaires comme le mil d'environ 14%.

Evidemment la raison invoquée est, que pour financer la sale guerre contre l'Erythrée, le gouvernement a choisi de le faire payer par la population. Il est vrai que cette guerre entre l'Erythrée et l'Ethiopie dure depuis environ quarante ans. Cela a commencé au temps du roi Haïlé Sélassié, ensuite sous le régime militaire de Mengistu jusqu'en 1991. Lorsque le nouveau régime prend le pouvoir en mai 1991, sans trop de difficulté, en déclarant que l'Erythrée pouvait accéder à son indépendance après référendum, il avait laissé espérer qu'enfin cette guerre fratricide allait cesser. Mais cette paix ne dura qu'un temps. Certes l'Erythrée est devenue indépendante. Mais depuis mai 1998 la guerre a repris entre

les deux pays. La raison invoquée par les deux gouvernements est le non respect des frontières. Ainsi depuis deux ans la guerre fait des victimes dans les deux pays. Pourtant de chaque côté de la frontière ce sont les mêmes populations qui y habitent, elles parlent la même langue et sont de la même ethnie. En se déclarant la guerre, les dirigeants des deux pays espèrent détourner l'attention des populations de toutes les raisons de leurs mécontentements.

Mais dans cette guerre ce sont, comme d'habitude, les populations pauvres qui paient la note. Le gouvernement érythréen a chassé de son territoire tous les gens déclarés éthiopiens, et de leur côté les autorités éthiopiennes font tout autant en chassant toutes les personnes déclarées d'origine érythréenne. Cela fait bien des drames pour des milliers de personnes de chaque côté de la frontière. Surtout pour des petites gens qui, par exemple, vivant à Addis-Abéba depuis des décennies, sont obligées de fuir du jour au lendemain en laissant le peu qu'ils ont pu acquérir au cours de leur vie. Il n'en va pas de même pour les riches et les gros bonnets car le gouvernement a ménagé leur douleur. Ils peuvent laisser leurs affaires en gérance à des personnes de leur choix.

Si au début de la guerre le

gouvernement faisait vibrer la corde patriotique pour faire accepter la guerre, maintenant cela marche de moins en moins. D'autant plus que, pour cette guerre fratricide, il procède à l'arrestation des jeunes pauvres des villes. Sous prétexte que ce sont des voyous, ils sont enrôlés de force dans l'armée et envoyés dans les zones de guerre. Ceux qui ne sont pas considérés comme des voyous, s'ils sont des jeunes élèves, sont obligés de faire une sorte de service militaire et envoyés au front de guerre à la fin de leurs études secondaires. C'est sûr que bien des familles ne veulent pas envoyer leurs enfants se faire tuer pour des causes qui ne sont pas les leurs.

Au mécontentement latent créé par cette guerre s'ajoutent d'autres raisons d'ordre économique. Il y a non seulement l'augmentation des prix, mais en plus, sous prétexte de diminuer les dépenses de l'Etat pour appliquer les exigences du FMI, le gouvernement procède à des licenciements chez les fonctionnaires. Ce qui fait qu'il manque de personnels soignants dans les hôpitaux, des professeurs dans les écoles et les universités. Du coup il y a une prolifération des écoles privées qui coûtent cher, et des cliniques privées inabornables pour les petites gens. En même temps l'analphabétisme augmente dans la population. De même les maladies de toutes sortes font des ravages dans la population.

Et quand les travailleurs demandent timidement des augmentations de salaires ou des améliorations des conditions de travail, les patrons comme le gouvernement licencient ceux qui

sont considérés comme des meneurs. C'est ce qui se passe à l'heure actuelle chez les postiers et les travailleurs de l'aéroport d'Addis-Abéba. Autant dire que les conditions d'existence des pauvres empirent de plus en plus. Il y a de plus en plus de mendiants dans les rues des villes, le banditisme et les vols à la tire augmentent énormément.

Le mécontentement n'est pas uniquement chez les pauvres. Les petits commerçants ne sont pas non plus contents de leur situation. Lors de la décision de l'augmentation des taxes, il y a eu une petite manifestation des petits commerçants. En plus l'Etat a donné en concession à des sociétés étrangères une grande partie du plus grand quartier commerçant de la capitale. Cela veut dire que tous les petits commerçants ayant une boutique dans ce secteur doivent quitter les lieux. Même ceux qui, pour le moment, ne sont pas concernés ne se sentent pas du tout en sécurité. Et certains commencent à s'organiser en association.

Face à cette situation, le gouvernement mène la politique du "diviser pour régner". Il attise l'opposition ethnique y compris au sein de l'appareil d'Etat. Ainsi depuis quelques années les hommes au pouvoir écartent de l'appareil d'Etat et de l'administration des éléments en général d'origine Amhara pour les remplacer par des personnes d'origine tigréenne, c'est-à-dire l'ethnie du principal dirigeant du pays, Meles Zénawi.

Voilà comment par la guerre comme par une politique tribaliste, celui-ci espère se maintenir au pouvoir.

\*

\*

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.